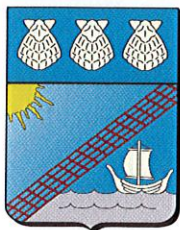




Le 8 janvier 2019



ARRÊTÉ DU MAIRE N° 8/2019-ST

BARRÉE

8, CHEMIN DES BELLES NUITS

Le maire de la commune de Saint-Pierre d'Oléron,

Vu le Code de la route et notamment les articles R-130.2, R-411.2, R-411.5, et R-417.13,

Vu les articles L. 2213.1, L. 2213.2 du Code général des Collectivités territoriales,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1987 modifié relatif à la signalisation routière,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par arrêté du 7 juin 1977,

Considérant les travaux de fouille et terrassement pour le branchement Enedis « 8, chemin des Belles Nuits » à Saint-Pierre d'Oléron pour le compte d'ENEDIS (Client : M. PAIN) par l'entreprise INEO AQUITAINE 354, route de Saujon – 17600 MEDIS.

A R R Ê T É

Article 1^{er} : Du jeudi 24 janvier au vendredi 22 février 2019, la circulation sera barrée «8, chemin des Belles Nuits » à Saint-Pierre d'Oléron.

Article 2 : Les panneaux de signalisation nécessaires et la déviation seront apposés par l'entreprise pour permettre l'application des présentes dispositions.

Article 3 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les conditions réglementaires habituelles seront constatées par des procès-verbaux qui seront transmis aux tribunaux compétents.

Article 4 : Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de Saint-Pierre d'Oléron, Monsieur le chef de la police municipale, Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur Le Directeur des Services Techniques sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 5 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à : monsieur le Chef de brigade de gendarmerie, monsieur le Chef de corps du Centre de secours, messieurs les gardes municipaux et sera affichée en mairie.

10 JAN. 2019

Le Maire,
Christophe SUEUR

MAIRIE de SAINT-PIERRE-OLÉRON
17 (Charente-Maritime)

Pour la Maire,
Christophe SUEUR
Christophe MASSÉ

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers, dans un délai de deux mois suivant la notification et/ou la publication.